

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris Cedex 14
tél. 01 40 64 54 54, fax 01 40 64 54 66
Pour joindre un correspondant, composez
le 01 40 64 suivi des chiffres figurant à la
suite de son nom.
E-mail: aj@dalloz.fr

Hebdomadaire 63^e année

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur scientifique: Yves Jégouzo

Rédactrice en chef:

Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédactrice en chef adjointe:

Séverine Brondel (5405)

Rédaction: Zéline Ait El Kadi (5453),

Carine Dijet (5435)

Conseil scientifique:

Marine Dorne-Cornaze, Bernard Dreyfus,

Éliouze Fatôme, Marcel Pachard, Laurent

Richer, Didier Truchot, Charles-Louis Vier

Secrétaire de rédaction:

Béatrice Lapouille (5338)

Secrétaire d'édition:

Karine Jolly (5380)

Assistante d'édition:

Caroline Charrier (5368)

Maquettiste - Graphiste: Patrick Verdon

ABONNEMENTS - MARKETING

Responsable: Véronique Prugnaud

Marketing: Christelle Gendraud

Abonnements: Yvette Nay

80, avenue de la Marne 92541 Montrouge

Cedex, tél. 0820 800 017 (0,12€ TTC/min),

fax 01 40 64 89 92, e-mail: vente@dalloz.fr

France: 1 an: 282 €

Etranger: 1 an: 348 €

Prix au numéro: 9 €

L'ACTUALITÉ JURIDIQUE

DRÖIT ADMINISTRATIF

est éditée par ÉDITIONS DALLOZ

SA au capital de 3956040 euros

Siège social, 31-35 rue Froidevaux

75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550, CODE APE 221 A

N° SIRET 572 195 550 00098

N° TVA FR 69 572 195 550

Directeur de la publication: Charles Vallée

N° CPDAP: 1207 T 79888

JOUYE, 733, rue St Léonard - BP3

53101 Mayenne cedex

Dépôt légal - juillet 2007

Société des Éditions Lefevbre-Sarrut

© Éditions Dalloz - L'Actualité juridique,

Droit administratif, juillet 2007

Ce numéro comporte
un encart de quatre pages « AJDA / Site AJDA »
non diffusé parallèlement aux pages 1524 et 1525.

TRIBUNE

Accès des tiers au juge du contrat:
excès de prudence...
par Stéphane Braconnier 1497

AU FIL DE LA SEMAINE

Pour la CJCE, la chose jugée
n'est plus intangible en matière
d'aides d'Etat 1500

Nature des autorisations
de transformation de logements
en locaux professionnels 1500

Principe d'égalité et accès
à la profession d'avocat 1501

Notion d'opération de crédit 1501

Répartition des compétences en matière
de contentieux du remboursement
de cotisations sociales 1502

La compétence du juge unique
sur la « situation individuelle »
du fonctionnaire 1502

Une demande d'indemnité au maître
agent de l'Etat doit être transmise
au préfet 1503

Dix-huit propositions pour une meilleure
coordination interministérielle 1503

Allocations et tutorat
pour diversifier le recrutement
de la fonction publique 1504

Circulaire aux préfets sur l'évacuation
forcée des gens du voyage 1504

Bientôt une loi
sur les bibliothèques? 1504

ETUDES

Comment améliorer encore l'accès
des PME à la commande publique?,
par Pierre De Baecke 1505

Le régime des recettes
dans les contrats publics,
par David Moreau 1513

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

CONTRATS ET MARCHES

Le Conseil d'Etat refuse une annulation
intégrale de la procédure de délégation
du service public de desserte de la Corse,
CE 5 juin 2007, Société Costea Ferries,
note Jean-David Dreyfus 1522

BIENS	Expropriation	Prise en compte des réserves émises par la commission d'enquête dans un projet d'utilité publique, CAA Bordeaux 21 mai 2007 1549
COLLECTIVITES TERRITORIALES	Commune	Absence d'intérêt communal d'une subvention à une association de soutien au peuple palestinien, CAA Versailles 31 mai 2007 1549
COMPÉTENCE	Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction	Contentieux des résidences mobiles des gens du voyage, CE 8 juin 2007 1549
	Incompétence du juge administratif pour connaître d'une demande indemnitaire met-	tant en cause des rapports de droit privé, CAA Versailles 2 mai 2007 1549
	CONTRATS ET MARCHES	Délégation de service public
		Avantais aux conventions de délégation de service public, CAA Paris 17 avril 2007, note Adriano Tassone 1524
		Le Conseil d'Etat refuse une annulation intégrale de la procédure de délégation du service public de desserte de la Corse, CE 5 juin 2007, note Jean-David Dreyfus 1522
		Marché public
		Comment améliorer encore l'accès des PME à la commande publique?, par Pierre De Baecke 1505
	DRÖITS FONDAMENTAUX	Etranger
		L'acquisition de la nationalité française pour un père ne bénéficie qu'aux enfants mineurs à la date du décret, CE 15 juin 2007 1550

Avenants aux conventions de délégation de service public, CAA Paris 17 avril 2007, *Société Koofis*, note Adriano Tassone 1524

ENVIRONNEMENT

L'application anticipée des plans d'exposition au bruit, CE 6 juin 2007, *Commune de Groslay*, concl. Yann Aguila 1527

RESPONSABILITE

Quand l'Etat est responsable de la négligence du maire, TA Nice 6 avril 2007, *Société AXA France IARD et Préfet des Alpes-Maritimes*, concl. Frédéric Dieu 1535

L'Enduro du Touquet: suite et fin?, TA Lille 2 mai 2007, *Association France nature environnement et Groupement de défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, note Boris Bernabeu 1541

URBANISME

La déclaration d'intention d'aliéner est-elle une «demande» au sens de la loi du 12 avril 2000?, Cass. 3^e civ. 10 mai 2007, *M. et M^{me} Le Bras*, note Christian Debouy 1543

VEILLE JURISPRUDENTIELLE

Biens, collectivités territoriales, compétence, droits fondamentaux,

procédures contentieuses, responsabilité, services publics 1549

ACTUALITÉ BIBLIOGRAPHIQUE

1552

par François Lichère, Jean-Claude Ricci et Jérôme Trémeau 1552

— PROCHAINE PARUTION LE 3 SEPTEMBRE 2007 —

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

AJDA n° 29 du 3 septembre

- Chronique générale de jurisprudence administrative française, par Frédéric Lenica et Julien Boucher.
- Qu'est-ce qu'un manquement grave?, par Pierre Sablière.

INDEX

ENVIRONNEMENT

Nature et environnement
L'application anticipée des plans d'exposition au bruit, CE 6 juin 2007, concl. Yann Aguila 1527

FINANCES ET FISCALITE

Comptabilité publique
Le régime des recettes dans les contrats publics, par David Moreau 1513

JURIDICTION FINANCIERE

Le régime des recettes dans les contrats publics, par David Moreau 1513

PROCEDES CONTENTIEUSES

Procédure d'urgence
Le Conseil d'Etat refuse une annulation intégrale de la procédure de délégation du service public de desserte de la Corse, CE 5 juin 2007, note Jean-David Dreyfus 1522

RECOURS EN PLEIN CONTENTIEUX

L'autorité de chose jugée s'oppose à l'introduction d'une nouvelle action en responsabi-

lité, CAA Bordeaux 22 mai 2007 1550

REGLE GENERALE DE PROCEDURE

La suppression de services gratuits constitue une décision à caractère gracieux, CB 15 juin 2007 1550

RESPONSABILITE

Responsabilité contractuelle
L'autorisation d'implanter irrégulièrement des panneaux publicitaires ne suffit pas à engager la responsabilité d'une commune, TA Rennes 3 mai 2007 1550

RESPONSABILITE POUR FAUTE

L'Enduro du Touquet: suite et fin?, TA Lille 2 mai 2007, note Boris Bernabeu 1541

Pas d'indemnisation pour une situation acceptée par la victime, CAA Marseille 20 mars 2007 1551

Perte de chance de survie consécutive au défaut de fonctionnement d'un service des urgences, TA Rennes 19 avril 2007 1551

Quand l'Etat est responsable de la négligence du maire, TA Nice 6 avril 2007, concl. Frédéric Dieu 1535

SERVICES PUBLICS

Enseignement
La mise à disposition gratuite d'un terrain municipal à une école privée est une aide matérielle prohibée, CAA Bordeaux 3 mai 2007 1551

SANTÉ PUBLIQUE

La suspension d'un tableau de garde ne constitue pas une sanction disciplinaire, CAA Bordeaux 13 mars 2007 1551

URBANISME

Préemption
La déclaration d'intention d'aliéner est-elle une «demande» au sens de la loi du 12 avril 2000?, Cass. 3^e civ. 10 mai 2007, note Christian Debouy 1543